

Centre de Lutte contre l'Impunité et
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)
Rue de la colonne 54/4
1080 BRUXELLES
Tél/Fax : +32 816 011 13
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743
Email: info@cliir.org
Site web: www.cliir.org
@cliir_org



CLIIR, un regard impartial

QUINZAINE DE LUTTE CONTRE LA CULTURE DU MENSONGE, DE L'INJUSTICE ET DE L'IMPUNITÉ AU RWANDA

"Le mensonge donne des fleurs, jamais des fruits"

Le 08 décembre 2014

#7 Assassinats des ex-FAR "intégrés" dans l'APR

Depuis la prise de pouvoir au Rwanda en 1994, les politiques du Front Patriotique Rwandais (FPR) et les chefs militaires de son Armée Patriotique Rwandaise (APR) se sont progressivement débarrassés des militaires des ex-Forces Armées Rwandaises (FAR) rapatriés de force soit du Zaïre, soit de la Tanzanie.

Ils sont tombés dans le piège et les mensonges du FPR qui les a trompés sur une prétendue intégration dans la nouvelle armée victorieuse qui n'a jamais été concrétisée.

Plusieurs de ces militaires qui avaient rejoint les rangs de l'APR en 1994 ET EN 1995 ont été assassinés dans les pires tortures. Même le Major Augustin CYIZA qui avait initié cette intégration a fini par disparaître le 23/04/2003 sans laisser de traces.

Deux cérémonies d'intégration d'anciens militaires ex-FAR ont eu lieu en 1995

Le 25 Janvier 1995 à GAKO (dans le Bugesera au sud-est du pays) il y eut une grande parade militaire et des cérémonies "*très médiatisées*" pour célébrer ce qu'on a appelé l'*intégration* des ex-FAR dans l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Des discours furent prononcés et tous rentrèrent plus ou moins "*satisfaits mais préoccupés*" de savoir si les discours seront traduits dans les faits et les comportements.

Les Colonels Déogratias NDIBWAMI et **Marcel GATSINZI** ont été "nommés" respectivement : Chef d'Etat-Major de la Gendarmerie et Chef d'Etat-Major Adjoint de l'APR.

Quelques autres anciens officiers ex-FAR ont été "éparpillés" dans des bureaux et à des "postes" purement "honorifiques" où toutes responsabilités et prérogatives leur sont refusées.

Le 9 Septembre 1995 à BUTARE (dans le sud-centre du pays): 1.300 militaires des ex-FAR dont cinq (5) officiers supérieurs, treize (13) officiers et un (1) spécialiste de la marine ont été "intégrés" dans l'APR.

Selon le journal de l'APR "Ingabo n°4, de septembre 1995, page 23", les différentes personnalités qui ont pris la parole, ce jour-là, ont félicité les militaires qui se sont désolidarisés des génocidaires. Le Colonel Balthazar NDENGEYINKA "a été nommé" chef

militaire du Secteur militaire de Gitarama-Kibuye. Le Lieutenant-Colonel Laurent MUNYAKAZI a été “nommé” chef du Bataillon 35 de l’APR.

D’autres hauts officiers hutus ont été “casés” dans des postes où ils se demandaient “ce qui se passait et ce qu’ils étaient venus faire” dans cette armée! Une armée qui ne semblait pas être “une armée nationale” mais une armée “au service des cliques extrémistes tutsi”.

En effet “ces cliques” se définissaient comme suit: une clique des “*ougandais*” (anciens exilés venus de l’Uganda), une clique des “*Burundais*” (venus de Bujumbura-Burundi) et une petite et trop faible clique de “*rescapés tutsi*” qui était souvent manipulée, utilisée et exploitée pour des intérêts socio-politiques et socio-économiques du “*pouvoir occulte*” des chefs militaires et politiques du FPR. La clique des “laissés pour compte” composés d’exilés tutsi venus de l’ex-Zaïre/RDC, “*les banyamulenge*”, et la plus défavorisée s’était “taillée” une part de lion dans la Magistrature rwandaise largement “purifiée de ses anciens magistrats hutus”.

Selon l’ancien «kadogo» Jean qui témoigne dans le livre «Par delà le Génocide» de Grégoire Duruz à la p.197 : «*Beaucoup ne sont pas du côté de Kagame. Combien d’officiers se sont exilés à l’étranger à ce jour alors qu’ils partageaient des verres avec lui en Ouganda dans les années quatre-vingt ?*»

Le 7 Février 1995 (soit 15 jours après les “fameuses cérémonies d’intégration”), plus de 110 militaires FAR furent enlevés du Camp militaire de GAKO (préfecture de Kigali-rural, au Bugesera dans le Sud-Est du Rwanda) et conduits vers une destination inconnue jusqu’au 19 février 1995. Il s’agissait de plus ou moins 30 officiers et sous-officiers et de 80 soldats des ex-FAR dont on ne retrouvait plus les traces malgré les interventions des épouses auprès des autorités militaires et civiles.

Le 19 Février 1995, les épouses des militaires FAR disparus ont décidé d’alerter les Associations locales des Droits de l’homme. Après plusieurs recherches, les militaires disparus furent localisés dans la prison de RILIMA (située à +/- 15 km du camp Gako) vers le 24 février 1995 suite à une descente d’une mission d’enquête du CLADHO (Collectif des Ligues et Associations des Droits de l’Homme au Rwanda) dans le Bugesera.

Lorsque la délégation du CLADHO se présenta le 24 février 1995 au Camp militaire de Gako et à la Prison de Rilima, les responsables militaires et pénitentiaires ont évité tout contact avec la dite délégation en prétendant qu’ils sont “en déplacement”. La délégation n’a pas pu non plus rencontrer leurs adjoints “qui ont prétendu être absents” à leur tour.

Cette fuite de responsabilité s’expliqua par après lorsqu’il devint clair que plusieurs de ces militaires étaient détenus sans “enquêtes et dossiers judiciaires” jusqu’aujourd’hui.

En Novembre 1995 (soit 10 mois après la 1^{ère} intégration et 2 mois après seulement la 2^{ème} « intégration », ils étaient plus de 600 militaires ex-FAR détenus au Bugesera dans le camp militaire de Gako et à la Prison de Rilima où ils attendaient un hypothétique procès, d’autant plus qu’ils n’avaient subi aucune interrogatoire. Ils avaient été arrêtés sans enquêtes et restaient **détenus** sans aucun dossier judiciaire depuis neuf mois!

La plupart de ces 600 ex-FAR emprisonnés étaient des “jeunes officiers” qui ont terminé les études universitaires ou l’Ecole Supérieure militaire (ESM). Certains avaient même été formés dans les grands Ecoles militaires en Occident.

Le 13 Janvier 1997 (soit deux ans après la 1^{ère} “réintégration”), CLIIR a reçu une information fiable faisant état des mauvaises conditions de détention de près de 1000 militaires des ex-FAR “réintégrés” dans la Prison Militaire de KIBUNGO (à l’Est du Rwanda). Cette prison aurait hébergé progressivement environ 3000 (trois mille) soldats de

l'Armée Patriotique Rwandaise arrêtés pour plusieurs délits. Tous ces militaires avaient été emprisonnés d'abord à la prison de RILIMA puis transférés à la Prison de KIBUNGO.

Les prisonniers militaires de l'APR recevaient leurs salaires et pouvaient se rendre au marché chaque mercredi à l'inverse des ex-FAR qui ne percevaient rien.

Des informations dignes de foi faisaient état des mauvais traitements inhumains et dégradants que ces prisonniers militaires de l'APR faisaient subir à leurs collègues des ex-FAR qui ne bénéficiaient pas des mêmes avantages qu'eux.

Combien d'anciens soldats ex-FAR qui ont survécu à « l'intégration meurtrière » proposée par le régime Kagame ?

A notre connaissance, seuls les officiers supérieurs, **le général Emmanuel HABYARIMANA, Colonel Balthazar NDENGEYINKA** et le **Colonel Leonidas RUSATIRA** qui avaient été intégrés dans l'APR ont survécu et vivent en exil à l'étranger. Les deux premiers ont trouvé refuges en Suisse en 2003 tandis que le dernier vit actuellement en exil en Belgique. D'autres malheureusement n'ont pas eu cette chance et n'ont pas survécu.

Assassinats des militaires ex-FAR après leur rapatriement forcé du Zaïre et de Tanzanie:

- 1) Dans la nuit du 18 au 19 janvier 1997** en commune NYARUTOVU (Ruhengeri), seize (16) personnes ont été assassinées dont le **Major BIZABARIMANA Laurent**. Un ancien officier des ex-FAR rapatrié du Zaïre en novembre 1996. Il a été assassiné avec sa femme, ses enfants et ses voisins. La famille du Major, ses parents, ses connaissances et ses voisins avaient organisé une petite fête à l'occasion de la libération provisoire du Major qui venait de passer quelques jours en prison. C'est à ce moment là que des "malfaiteurs" les ont massacrés.
- 2) En date du 20 janvier 1997, le Caporal MBATUYIMANA Jean de Dieu** et une autre personne dont nous n'avons pas pu connaître le nom ont été tués par balles au camp militaire de MUHOZA (Ruhengeri) sous prétexte qu'ils auraient tenté de s'évader. Ils auraient été arrêtés à la suite de l'assassinat de (trois) 3 coopérants espagnols de Médecins du Monde (MDM) dont MBATUYIMANA Jean de Dieu était gardien de nuit. Des enquêteurs indépendants nous ont confirmé que Jean de Dieu a été abattu de sang froid par les gendarmes de la Brigade de Ruhengeri parce qu'il pouvait avoir reconnu des soldats de l'APR parmi les "membres du commando" qui a assassiné les espagnols et blessé un américain. Jean de Dieu MBATUYIMANA s'était présenté à la Brigade de gendarmerie pour témoigner car il avait été forcé de transporter les biens pillés par les membres du commando en question.
- 3) Le 21 janvier 1997 vers 20h30, le Colonel HAKIZIMANA Stanislas** a été assassiné près du Centre de négoce de Gatega à MURAMBA dans le secteur RUCANO, commune Satinsyi, préfecture Gisenyi. Il a été tué au domicile de sa belle famille qui l'avait logé avec sa femme Eugénie Mukandinda et leur fils Eric Ukoyivuze (né en 1978). L'autre fils Gilbert Nshimiyimana a survécu à cette attaque de l'APR. Aujourd'hui, il est réfugié politique en Europe. Toutes les personnes présentes au nombre de dix (10) qui vivaient dans cette habitation ont été toutes tuées sur le champ. Douze (12) voisins qui ont été témoins de ce massacre et qui auraient pu identifier ces assassins ont été eux aussi tués à cette occasion. Il s'était rapatrié avec sa famille en Novembre 1996. Comme il avait reçu l'ordre de se présenter

régulièrement au Camp militaire de Mukamira (Gisenyi) deux fois par semaine, il avait jugé bon de loger chez ses beaux parents au bord de la grande route Gitarama-Mukamira pour honorer ces rendez-vous forcés.

- 4) **Le 23 janvier 1997**, Radio-Rwanda a annoncé la mort dans la prison de GISENYI de deux officiers des Ex-FAR arrêtés après leur rapatriement forcé en novembre 1996. Il s'agit du **Lieutenant Colonel NZABANITA Augustin** (surnommé "Dictionnaire") et le **Sous Lieutenant NSABIMANA**, qui avait été renvoyé de l'armée en 1992. Il paraît qu'ils se seraient suicidés par pendaison dans leur cellule à l'aide de leurs habits
- 5) Radio-Rwanda a annoncé également **le 23 janvier 1997**, la mort du **Major UWIMANA François-Xavier**, ses six (6) enfants et son voisin. En tout huit personnes furent tuées. Le Major UWIMANA et sa femme se sont également rapatriés en novembre 1996. Il habitait en commune NYAMYUMBA (préfecture Gisenyi). Les circonstances de cet incident n'ont pas été annoncées par Radio-Rwanda.
- 6) **Le 29 janvier 1997**, le corps du **Major Lambert RUGAMBAGE**, un officier ex-FAR qui était détenu à la prison militaire de Kibungo fut retrouvé dans la morgue de l'Hôpital militaire de Kanombe (Kigali). Il portait des traces de traumatismes à différents endroits ainsi que de la boue sur les vêtements et dans les cheveux. Ces indices trouvés sur le cadavre suggéraient que la victime serait morte à la suite des coups reçus. Selon des témoignages fiables, en date du 22/01/1997, des militaires de l'APR l'avaient sorti de la prison sous prétexte d'aller lui offrir à boire. Il faut savoir que depuis le 16/01/1997, les ex-FAR prisonniers ne pouvaient plus recevoir la visite des membres de leurs familles.
- 7) **Le 13 mai 1997**, le **Major BAHEMBERA Pierre Célestin** a été tué parmi les prisonniers détenus dans le cachot communal de la commune CYABINGO. Depuis l'affectation du Colonel KAYUMBA Nyamwasa au poste de Commandant des opérations militaires dans le nord-ouest du Rwanda au début du mois de mai 1997, les attaques contre les bureaux et cachots communaux ainsi que les massacres de civils non armés se sont intensifiés. Le Major Pierre Célestin BAHEMBERA a disparu dans ce tourbillon d'une « guerre civile » annoncée par les extrémistes tutsi après le rapatriement forcé des réfugiés hutu de l'ex-Zaïre et de la Tanzanie.
- 8) **Le 23 avril 2003**, Le **lieutenant Colonel CYIZA Augustin** fut enlevé à Kigali et porté disparu à ce jour.
- 9) **Le Général de Brigade Laurent MUNYAKAZI** a été arrêté lundi le **5 septembre 2005** suite à une prétendue « décision du tribunal GACACA de la cellule UBUMWE du secteur RUGENGE dans le district de Nyarugenge dans la Ville de Kigali ». Selon sa stratégie habituelle utilisée pour se débarrasser de ses collaborateurs devenus encombrants ou inutilisables, le président rwandais, le Général Paul KAGAME l'a congédié le Général major Laurent MUNYAKAZI avant de le livrer aux « *syndicats de délateurs* » qui se déchaînent avec une forte capacité de diffamation et de calomnie devant les tribunaux GACACA. Le Général Munyakazi fut condamné à perpétuité avant de mourir en prison.

Fait à Bruxelles, le 08/12/2014
Joseph MATATA, Coordinateur du CLIIR